

"Un silence qui en dit long" dans Süddeutsche Zeitung (28 février 1948)

Légende: Le 28 février 1948, le journal allemand Süddeutsche Zeitung s'interroge sur les conséquences du "coup de Prague" qui aboutit à l'instauration en Tchécoslovaquie d'un gouvernement communiste dirigé par Klement Gottwald.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Dr. Franz Joseph; SCHWINGENSTEIN, August. 28.02.1948, n° 17; 4. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Lautes Schweigen", auteur:Scriptor , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/un_silence_qui_en_dit_long_dans_suddeutsche_zeitung_28_fevrier_1948-fr-500a93b3-997b-4ac7-91c4-7265029150a1.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Un silence qui en dit long

La crise en Tchécoslovaquie

(Dépêche de notre collaborateur tchécoslovaque) - Le président de la République tchécoslovaque Edvard Beneš a pas encore pris position, malgré les annonces répétées, au sujet des événements en Tchécoslovaquie. Le silence de Beneš est éloquent et peut-être également très grave. La population sent qu'on lui cache quelque chose d'important.

La nouvelle liste de ministres présentée par Gottwald compte 24 personnes, dont la moitié sont des communistes, bien que – comme on le sait – ceux-ci n'aient pas obtenu de bons résultats aux dernières élections, avec seulement 38 pour cent des suffrages. Les communistes fournissent le Premier ministre (Gottwald), deux vice-premiers ministres (Čiřký et Zápotočký, ce dernier étant le président tout-puissant de l'union syndicale et du nouveau Comité d'action), le nouveau ministre du Commerce extérieur Gregor (à la place du socialiste populaire Ripka), le ministre de l'Enseignement Nejedlý (à la place du socialiste populaire Stránský), le ministre de la Justice Èepiěka (à la place de Drtina, socialiste populaire). Ils conservent le ministère de l'Intérieur (Nosek), le ministère des Finances (Dolanský), celui de l'Agriculture (Ľurí), le ministère de l'Information (Kopecký), le ministère du Commerce intérieur (Krajěir) et le secrétariat d'État au ministère des Affaires étrangères (Clementis). Le cabinet compte également quatre sociaux-démocrates (Lau man, qui était jusqu'à présent président du Parti et vice-premier ministre, Fierlinger, Erban et Madame Jankowcowa), deux représentants du Parti populaire catholique (le père Plojhar et Alois Petr), deux représentants du Parti socialiste populaire (lechta et Neuman), un Slovaque (evěik, secrétaire d'État au ministère de la défense) et un indépendant slovaque (Swobar). Enfin, le cabinet comprend également Masaryk (ministre des affaires étrangères) et le général Svoboda (ministre de la défense), qui n'appartiennent à aucun parti.

Il faut souligner au sujet de cette liste que les sociaux-démocrates, après un long désaccord interne, sont maintenant en faveur de la collaboration la plus étroite avec les communistes, de sorte que ceux-ci, indépendamment du fait qu'ils occupent les principaux postes clés, dominant sur tous les plans. De plus, ils ne maîtrisent pas seulement l'appareil administratif: ils ont aussi formé des comités d'action dont la direction est centralisée et qui interviennent dans toutes les sphères de la vie politique, économique et culturelle. De nombreux journalistes attachés à des journaux socialistes populaires, catholiques ou indépendants ont déjà été critiqués, notamment Ivan Herben de «Svobodné Slovo» (Parole libre) et Ferdinand Peroutka du magazine «Dnešek» (Aujourd'hui) et du quotidien «Svobodné Noviny» (Journal libre). Des changements ont également eu lieu dans d'autres institutions et organisations.

La crise a commencé – on s'en souvient – le vendredi 20 février, lorsque douze ministres ont démissionné pour protester contre l'attitude du ministre de l'Intérieur, qui ignorait des décisions de l'ensemble du cabinet. Cette démission collective devait manifestement devenir une épreuve de force, mais il semble que l'opposition ait mal évalué les rapports de force réels. Il semble aussi que de grands espoirs ont été mis dans la grande autorité morale du président Beneš: on supposait que ce dernier n'accepterait pas les démissions, reconduirait les ministres démissionnaires dans leur gouvernement et leur donnerait ainsi un atout psychologique important contre les communistes pour les élections toutes proches. Effectivement, Beneš a longtemps refusé d'accepter la démission. Depuis, des événements dramatiques ont cependant réduit à néant toutes les manœuvres politiques, par exemple l'intervention déjà mentionnée du «Comité d'action».

Le noyau de l'opposition était composé du ministre de la Justice Drtina, en butte à l'hostilité des communistes en particulier à cause de son intervention énergique dans l'enquête sur la tentative d'attentat contre trois ministres, Ripka, Stránský et Zenkl, tous les quatre étant membres du Parti socialiste populaire. Ces hommes jouaient depuis de nombreuses années un rôle important dans la vie publique. Drtina a longtemps été chef de cabinet du Président. Ripka, un journaliste célèbre qui était avant la guerre le porte-voix de Beneš, et Zenkl, qui a été Premier bourgmestre de Prague, ont passé de nombreuses années dans un camp de concentration allemand. Parmi les ministres catholiques qui ont démissionné, les plus connus sont Mgr rámek et Hála.

Quoiqu'il advienne, l'enchaînement dramatique des événements a montré que ceux-ci ne se succéderaient pas sans problèmes comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est. La Tchécoslovaquie possède une tradition parlementaire et démocratique profondément enracinée; elle a par ailleurs un niveau de vie élevé et un développement industriel qui impliquent la nécessité d'exporter vers l'Est. L'alliance avec l'Union soviétique est considérée par tous – dans tous les partis – comme un pilier de la sécurité, mais la Tchécoslovaquie souhaite conserver son indépendance intérieure. Beneš croyait pouvoir la préserver justement parce que l'alliance avec la Russie devait lever tous les soupçons de Moscou: dans un monde où l'Est et l'Ouest sont arrivés à un équilibre, ce programme était vraiment réalisable et la Tchécoslovaquie aurait même été un intermédiaire solide entre l'Est et l'Ouest. Sa situation géographique et sa mentalité lui ont donné un rôle de médiateur; mais il est clair que la tension internationale et l'antagonisme idéologique exacerbé entre l'Est et l'Ouest devaient aussi avoir des répercussions au niveau intérieur. Dans cette crise, l'élément à retenir est le pouvoir moral d'un homme qui pouvait influencer le cours des choses car son autorité est tellement incontestée et si profondément ancrée dans toute la nation que même les communistes ne pouvaient pas se risquer à le défier directement. C'est Beneš qui se trouve aujourd'hui devant un dilemme similaire à celui qui s'est posé à Munich. Quel sera son dernier mot? Se prononcera-t-il ou persistera-t-il dans son silence? Habitué à voir les choses avec du recul et à prendre en considération le contexte international, il sait qu'il ne s'agit pas d'une crise gouvernementale mais d'une crise du système et d'un conflit qui touche le monde entier. Il est parfaitement conscient que la crise tchécoslovaque a une tout autre portée parce que la crise mondiale s'y reflète. Si le monde parvient à résoudre les problèmes qui l'assaillent, la Tchécoslovaquie retrouvera la voie qui mène à la synthèse entre démocratie et socialisme à laquelle Beneš croit fermement. Dans le cas contraire, la crise tchécoslovaque ne sera toutefois que le prélude à une évolution dont il vaut mieux ne pas envisager la fin.

Scriptor